

Se solidarisant tactiquement, durablement et selon toute vraisemblance même financièrement avec le patron de cette chaîne, qu'un grave conflit, ayant pris une dramatique dérive politico-judiciaire dans la Tunisie des lendemains de Révolution, oppose avec les salafistes de nos voisins de l'Est, le très médiatique Amara Benyou-nès. Ce dernier a réussi à faire un pied de nez magistral au non moins très archaïque paysage médiatique algérien encore plombé par les tenants de la thèse de la «main» de l'extérieur ! Ce superbe «ghoraf» astro-nomique bien algérien lui a permis de mar-teler, tout au long des premières soirées maghrébines que Nessma TV organise pour célébrer le 50^e anniversaire de l'indé-pendance de l'Algérie, des spots politique-ment assassins à l'adresse des coupeurs de têtes et autres coupeurs de poteaux recyclés dans les «affaires» de la politique. Il n'y a aucune disposition de la loi électo-rale susceptible d'être invoquée pour dis-qualifier légalement la méthode de contournement utilisée par Amara Benyounes. Ce dernier a parfaitement bien compris que les députés FLN majoritaires, qui ont voté dans la précipitation la loi organique sur le régime électoral 2012, n'avait de yeux que pour les réunions élec-torales organisées «conformément aux dispositions de l'article...» dont ils ont pris soin de raboter les moindres expressions susceptibles d'ancrer des interprétations extensives attentatoires à «l'ordre public», oubliant d'insérer des dispositions régle-mentant l'usage des médias «extérieurs» de la galaxie Marconi, devenue, l'espace d'une campagne électorale menée tam-bour battant, la galaxie... maghrébine Benyounes-Karoui.

Amar Ghoul : le joker «in-tik» de l'alliance verte à Alger

Youcef, le chef de bureau de l'alliance verte de Sidi M'hamed a bien eu raison de considérer que l'insertion de photos repré-sentant le viaduc Khelifa Oulmane et d'autres portions algéroises de l'autoroute Est-Ouest sur l'affiche d'Alger conduite, pour le compte de l'alliance verte par Amar Ghoul, est problématique pour ne pas oser dire le terme qu'il faut, illégale.

Elle l'est effectivement et pas seule-ment au regard de la loi électorale qui n'a,

là encore, pas prévu de disposition sus-ceptible d'être invoquée pour proscrire ce type de détournement symbolique de l'une des plus grandes réalisations de la nation au cours de la dernière décennie. Elle est tout simplement scandaleuse et à tous points de vue : éthique, patriotique, poli-tique et humain. Accepter sans réagir avec force de laisser Amar Ghoul filer avec un bout d'autoroute et endosser politiquement pour lui et pour le bénéfice exclusif de sa famille politique une réalisation de la nation relèverait d'un début d'effritement de l'autorité de Etat annonciateur d'une dérive finale où chaque acteur participant à l'effort collectif d'édification partirait avec son «bout» de quelque chose. Il est vrai que ce même Etat algérien, qui a financé, rubis sur l'ongle, cette historique réalisa-tion, n'a rien fait pour empêcher Amar Ghoul de s'identifier aux réalisations de «son» secteur. En le laissant aux com-mandes de ce département ministériel pendant une décennie, presque jour pour jour, l'Etat algérien lui a permis de tisser une relation affective durable avec les chantiers comme ceux du viaduc d'El Anasser qu'il a dû visiter des centaines de fois au cours de sa «carrière» travaux publics et de passer ainsi aux yeux des citoyens comme le «Mahdi mountadher» que le secteur attendait depuis Noé. Ques-tion à quatre sous : si Amar Ghoul peut avec un seul morceau de viaduc inséré au mépris de la loi en arrière-plan de son affiche électorale prétendre rafler les voix si chères des Algérois, quel poste espé-ra-t-il briguer s'il réussit à charger sur une même affiche les 1200 km d'autoroute Est-Ouest ? C'est probablement lui que dénon-ce son ex-collègue au gouvernement et frère ennemi politique au HMS Menasra, quand il lance au cours de l'un de ses meetings de campagne : «La *chkara* de l'Etat est plus dangereuse que celle des particuliers.»

C'est parce qu'ils n'ont certainement pas un bout d'autoroute à offrir en partage aux habitants de M'sila pourtant adminis-trée par un élu HMS, que la direction de l'alliance verte a annulé le meeting électo-ral programmé dans cette ville, faute de quorum du public. Pour rattraper le coup, Abû Djerra filera tout droit vers sa Tébessa natale pour répondre à Menasra, son ex-concurrent à la tête du parti dans la langue rythmée de la *djahilia* qui est le sujet de

thèse de son premier diplôme universitaire : «Ni *baggara*, ni *chkara*, ni électeurs *bes-sennara* !» Deux jours auparavant, et dans un autre meeting électoral, il s'essayait démagogiquement à un autre style de pro-pagande électorale du même goût, plus moderne, plus politique. Cela donne : «Nous voulons passer de l'idéologique au technologique.» Ce qui en dehors de la rime suspecte ne veut absolument rien dire ou qui signifierait peut-être, dans le langage codé HMS, troquer l'héritage spi-rituel de Mahfoud Nahnah contre le bilan «in-tik» de l'élégant Amar Ghoul. Il ne s'agit de rien d'autre que de tenter de pas-ser en quelque sorte des luttes soft en cos-tume d'alpaga au combat de coqs sur chantier avec des bouts d'autoroute exhi-bés comme armes de conviction massive ou carrément comme butin d'une guerre électorale qui n'a pas encore eu lieu !

«El batata oua el bitala» et le facteur de Aïn Defla

Le ministre de l'Agriculture actuel a beau s'offusquer de l'utilisation facile qui a été faite pendant cette première semaine de la campagne électorale de la cherté de la pomme de terre par les partis politiques, il n'a pas empêché les jeunes d'un quartier d'Alger de fonder symboliquement sur les pas des ménagères tournoyant désespé-rément à la recherche d'étals aux prix moins flamants le parti de la «batata et de la bitala». En un clin d'œil, leur program-me électoral, «ensemble pour combattre l'ennui», a connu des regroupements spontanés que n'ont pas réussis ceux qui préconisent le «retour des Souks El-Fel-lah» (PT) ou ceux se découvrant soudain des accents plus radicaux comme le FNA qui a décrété que le pouvoir (dont il fait partie) est «composé de 100 % de voleurs et de corrompus». C'est là l'une des nou-velles les plus sympathiques et les plus fraîches que la chronique d'une campagne électorale, qui n'a pas réellement décollé après une semaine, ait enregistrées. La deuxième bonne nouvelle nous est venue du patron d'un nouveau parti ancienne-ment dirigeant du RND. Il a avoué devant un parterre de journalistes, interloqués et médusés, que lorsqu'il «militait» en tant que ministre de l'Agriculture dans son ancien parti, il n'avait jamais possédé de carte de militant ? Pourquoi l'avoir puisqu'il

avait celle de ministre ! Cet aveu tardif tra-hit en réalité le niveau de nos respon-sables politiques et explique en partie pourquoi les panneaux électoraux sont désespérément vides ou ne portent sou-vent que la seule photo du «grand che», expression de la persistance malade du culte de la personnalité depuis Ferhat Abbas jusqu'à Bouteflika en passant par Ben Bella et Boumediène. Mais la nou-veauté cette année, c'est que les grands chefs sont d'illustres inconnus !

La troisième et dernière bonne nouvelle qui honore les ressorts encore intacts de l'Algérie profonde nous parvient de Aïn Defla où le sympathique facteur du village apprécié de tous a décidé de se porter candidat aux élections législatives à la suite de réelles pressions «populaires». Habitué des marches de facteurs de la ville qu'il a toutes gagnées, Belkacem Lamam-ri a décidé cette fois-ci de s'essayer aux épreuves du marathon devant le mener aux portes de l'APN du boulevard Zirout-Youcef.

Sa proximité des humbles, des malades, des handicapés pour le soulage-ment et la prise en charge desquels il a toujours répondu présent suffira-t-elle à le propulser de la petite planète de Aïn Defla qu'il arpente de long en large depuis de nombreuses et longues années à la galaxie algéroise qui a fait perdre pied à plus d'un prétendant aux mêmes honneurs républicains. Rien de moins sûr quand on voit les mines formatées et dévitalisées des candidats à l'APN, cuvée 2012, avec lesquels notre charmant facteur ne doit avoir aucun air de ressemblance !

A moins qu'il ne sollicite la baraka «in-tik» de Amar Ghoul, un enfant de Aïn Defla, qui a décidé de se protéger du mau-vais œil électoral de ses collègues en s'abritant sous l'arceau bienveillant du via-duc Khellifa Oulmane, qu'une entreprise publique algérienne a mis plus de 30 années à réaliser, études comprises. Ce qui, tout compte fait, ne devrait pas consti-tuer une réalisation que le candidat Amar Ghoul devrait exhiber et confisquer à la barbe et au su de ce que la République a d'autorités !

Bon vent Belkacem, le crieur public en uniforme de Aïn Defla !

M. K.

Carnet de campagne

Cafouillages !

Alors que la seconde semaine de cam-pagne débute péniblement, les partis poli-tiques vont devoir assister à un second tira-ge au sort pour connaître la disposition des bulletins de vote à l'intérieur des bureaux le jour J. Une méconnaissance des articles de la loi électorale a visiblement poussé la commission Seddiki à effectuer un tirage au sort non conforme à l'article 32. Un véritable cafouillage...

La bourde

Les partis politiques et autres candidats indépendants croyaient en avoir fini avec le tirage au sort définissant l'ordre de classe-ment des bulletins le jour J. Ils ont tort. Le tirage va devoir être refait. La faute à qui ? A la commission Seddiki qui, visiblement, n'a pas lu attentivement les articles de la loi électorale.

L'article 33 stipule en effet que «dans chaque bureau de vote, des bulletins de chaque candidat ou liste de candidats sont disposés pour les listes de candidats à l'élection de l'Assemblée populaire nationa-le et les listes de candidats à l'élection des assemblées populaires communales et de wilaya, selon un ordre établi par tirage au sort, au niveau local, par la Commission nationale de surveillance des élections». Les membres de la commission n'ont visi-blement pas bien lu l'article...

Ouyahia rappelé à l'ordre

La Commission nationale de sur-veillance des élec-tions s'attaque au secrétaire général du RND. Sedikki reproche à Ouyahia de profiter de sa position de Premier ministre pour faire campagne et l'a averti, le menaçant de tomber sous le coup de l'article 244. Sedikki va plus loin, accusant Ouyahia de n'avoir pas de déontologie politique.



Des imams déboussolés



Sommés de ne pas s'impliquer pendant les élections, les imams ne savent plus à quel saint se vouer. Certains éprouvent les pires difficultés à connaître le fil rouge à ne pas dépasser puisqu'ils sont pris entre l'enclume et le marteau. Le ministère des Affaires religieuses les ayant autorisés à appeler les fidèles à voter, ils sont sous la surveillance des ins-ppecteurs de ce même département qui ne tolèrent aucune allusion aux législatives...

Les menaces d'Ould Kablia

Les candidats sont désormais avertis : le ministère de l'Intérieur ne tolérera aucune parole qui discrédite les prochaines élections. Ould Kablia menace de «sanctions fermes» toute personne qui serait tentée de «tou-cher à la crédibilité du scrutin». Quels types de sanctions ? Il n'en dira pas plus...



Qui finance qui ?



La question du finance-ment des partis politiques continue de préoccuper Louisa Hanou-ne. Depuis Tizi-Ouzou, la secrétaire générale du PT s'est demandée comment des partis politiques récemment agréés arri-vent à faire passer des spots sur des télévi-sions étrangères, allusion à peine voilée au parti de Benyounes qui a élaboré un spot qui passe régulièrement sur Nessma TV.

Pas de congé pour les candidats

Les candidats à l'élection du 10 mai n'ont pas droit à un congé spécial, contrairement aux élec-tions précédentes. Ainsi en a décidé le minis-tère de l'Intérieur qui en a informé la Com-mission nationale de surveillance des élec-tions législatives. En l'absence d'un texte ins-tituant le congé obligatoire pour tout candidat, la décision d'octroyer ou pas ce dernier res-tera du ressort de l'employeur.



Zéro dinar

Les candidats aux élections législatives ne recevront aucune aide de la part de l'Etat. La question a été tranchée lors de la ren-contre réunissant les walis avec Ould Kablia. Ce dernier a expliqué qu'en raison de la limi-te du budget dédié aux élections, il n'y aura aucune aide étatique destinée au finance-ment de la campagne électorale. La seule rémunération éventuelle demeure, selon l'ar-ticle 208 de la loi électorale, le rembourse-ment de 25% des dépenses réellement enga-gées et dans la limite du plafond autorisé, fixé à un million de dinars et ce, exclusivement pour les candidats ayant recueilli au moins 20% des suffrages exprimés. Nawal Imès